



HAL
open science

Un retour géopolitique pour l'Eurovision 2021

Laurent Léothier

► **To cite this version:**

Laurent Léothier. Un retour géopolitique pour l'Eurovision 2021. *Lettre de l'Est (Aix-en-Provence)*, 2021, 24, pp.33-37. halshs-04528337

HAL Id: halshs-04528337

<https://shs.hal.science/halshs-04528337>

Submitted on 1 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un retour géopolitique pour l'Eurovision 2021

Laurent Léothier

Docteur en droit public

Professeur d'histoire

Article publié *in Lettre de l'Est*,

On avait naïvement pu écrire que l'édition 2018 du concours Eurovision de la chanson constituait le début d'une nouvelle ère, marquant la fin de l'intrusion de la politique sur scène. Après quelques soubresauts passagers dus à la tenue du concours en Israël en 2019, puis à une annulation historique en 2020 en pleine crise de Covid-19, le concours, de retour en 2021, crée comme souvent la polémique. L'ex-superviseur exécutif de l'événement l'avait sans doute prédit en déclarant que le concours « reviendrait plus fort que jamais », mais il ne faisait certainement pas référence à l'intrusion manifeste et écrasante d'une série de controverses qui traduisent, pour l'essentiel, les tensions politiques et géopolitiques en Europe de l'Est. Trente-neuf nations se sont retrouvées à Rotterdam, ville hôte du concours qui devait également l'accueillir en 2020, à la suite de la victoire des Pays-Bas en 2019. Le concours qui célèbre son 65^e anniversaire a été marqué par des bouleversements dans son organisation qui comprennent une série de retraits de candidats (I), ainsi que la sélection de chansons polémiques (II).

I – Une série de retraits en cascade

Le retrait de la Hongrie en signe de refus de l'idéologie LGBT

En octobre 2019, le diffuseur public hongrois MTVA, annonça son retrait pour l'édition 2020, préférant se concentrer sur des initiatives musicales nationales. Ce retrait est confirmé pour l'édition 2021. L'ex-chef de délégation hongrois Lórinç Bubnó¹ révèle, selon lui, les véritables raisons de la défection hongroise. Celle-ci serait justifiée, d'une part, en raison du montant de la participation (d'environ 20.000€ pour un diffuseur de l'importance de celui de la Hongrie), et d'autre part, parce que le concours véhicule trop de clichés et d'idéologie LGBTQ+, contre lesquels lutte la télévision publique hongroise depuis l'épuration journalistique intervenue au cours de l'année 2020.

Le retrait précipité de l'Arménie sur fond de conflit dans le Haut-Karabakh

La télévision publique arménienne annonça sa participation à l'édition 2021, comme elle aurait dû le faire en 2020. Lorsque l'UER publie la liste des diffuseurs participants en octobre 2020, AMPTV y figure parmi les quarante et un participants, toutefois, le 5 mars 2021, elle annonce devoir quitter le concours. Ce retrait à la hâte était prévisible. Déjà lors du concours junior qui s'est tenu au mois de novembre 2020, le diffuseur avait fait défaut en raison des répercussions du conflit avec l'Azerbaïdjan. Les conséquences sociales et politiques ayant suivi la guerre dans le Haut-Karabakh de 2020 qui marque la déroute de l'armée arménienne, empêche le diffuseur public, à court de fonds, de sélectionner un artiste et une chanson pour le concours. Nul doute que la présence du voisin azerbaïdjanais au concours a précipité la décision du diffuseur arménien. L'UER n'a, toutefois, pas précisé si la chaîne publique du pays serait tenue de s'acquitter de sa participation financière au concours, comme le prévoit le règlement, ainsi que d'une pénalité afin de couvrir les changements opérationnels liés à ce désistement. Il s'agit de la seconde fois que l'Arménie doit s'abstenir de participer au concours depuis sa première participation en 2006. Le précédent retrait remonte à 2012 lorsque le concours se tenait à Bakou en Azerbaïdjan.

L'exclusion de la Biélorussie sous la pression des fans du concours

¹ « Hungary: Former Head of Delegation reveals more details behind MTVA's Eurovision withdrawal », *Eurovoix*, 1^{er} novembre 2020.

La chaîne publique biélorusse fait partie des participants dressés sur la liste officielle du concours présentée par l'UER en octobre 2020. Si la très grande majorité des pays a choisi de rappeler l'artiste censé les représenter lors de l'édition précédente annulée, la télévision d'État de Biélorussie fait le choix inverse en s'abstenant des services de la chanteuse VAL sélectionnée lors d'une finale nationale en 2020, car elle a été vue lors de manifestations anti-régimes à la suite de l'élection présidentielle controversée d'Aleksandr Loukachenko. Le 9 mars 2021, le diffuseur biélorusse BTRC annonce que le groupe Galasy ZMesta représentera le pays lors de l'édition 2021 avec la chanson « Ya nauchu tebya » (« Je t'apprendrai »). Le groupe est connu pour ses positions hostiles aux manifestants et aux opposants politiques du Président Loukachenko. Une mobilisation inédite des médias collaboratifs des fans de l'Eurovision s'organise sur internet et les réseaux sociaux. Le site spécialisé Eurovoix.com publie un communiqué le 10 mars 2021 appelant les instances de l'UER à faire respecter le règlement du concours, et annonce procéder à un boycott de la chanson biélorusse refusant à l'avenir de relayer les informations la concernant et d'assurer la promotion des artistes. Cette initiative est reprise dans la foulée par d'autres sites internet et réseaux sociaux de fans de concours. Sur YouTube, les différentes vidéos présentant les candidats de l'édition 2021 ou dressant des classements indicatifs coupent le son de la chanson biélorusse, arborent le drapeau rouge et blanc des opposants politiques à la place du drapeau officiel du pays, ou suppriment tout simplement l'extrait de leur vidéo. L'UER, interpellée sur le respect du règlement, juge que la chanson présentée par le diffuseur ne respecte pas l'obligation de neutralité interdisant les paroles, discours ou gestes de nature politique ou commerciale sur la scène du concours. Le Président Loukachenko répond en personne à ce refus de l'UER par l'intermédiaire de l'agence de presse Belta et annonce qu'une nouvelle chanson sera proposée. Il faut avouer que les paroles de la chanson « Je t'apprendrai » sont sans équivoque et font clairement référence à l'opposition politique :

« Regarde vers l'avant, ne te retourne pas
Fais table rase du passé
Balance, gagne les faveurs
Ce que tu créeras sera toujours mieux
Efface les pages de l'histoire
On voit bien c'est peine perdue
Sans le passé tout sera simple
Fais juste ce que je te dis
Abandonne tes traditions vieillottes
Le Monde libre est inéluctable
Tes valeurs rétrogrades sont dépassées
indignes et inacceptables.

Je t'apprendrai à manger dans ma main
Je t'apprendrai à mordre à l'hameçon
Je t'apprendrai à marcher à la baguette
Heureux les pauvres en esprit !
Je jouerai de la musique pour toi
Je t'apporterai le monde sur un plateau
Tes chagrins deviendront plaisanteries
Et tu ne t'en sentiras que mieux »

Une seconde chanson est proposée par la télévision biélorusse « Presnya pro zaytsev » (« Chanson sur les lièvres »), mais sans que l'on en connaisse, ni la mélodie ni les paroles, l'UER annonce le 26 mars que cette dernière méconnaît une nouvelle fois le règlement du concours et contraint, par conséquent, l'organisation à exclure la télévision biélorusse. Il s'agit de la seconde fois dans l'histoire de l'Eurovision qu'un pays se voit exclu du concours – la première concernait la Roumanie à la suite d'un différend financier en 2016 –, mais une première pour un motif purement politique. Du côté de l'opposition, principalement réfugiée en Lituanie, il s'agit d'une victoire confortant le mouvement dans sa quête de reconnaissance officielle. C'est la première fois, depuis ses débuts en 2004, que la Biélorussie ne participe pas au concours. Le 28 mai, l'UER annonce son intention de suspendre la télévision biélorusse à la suite de l'interview controversé de l'opposant Roman Protassevitch arrêté à la suite du détournement du vol Ryanair.

II – La sélection de chansons polémiques

Le soulèvement de l'Église orthodoxe contre la chanson chypriote

Le 27 février 2021, la télévision chypriote dévoile le titre *El Diablo* portée par la chanteuse grecque Elena Tsagrinou. Celui-ci fait directement l'objet d'une forte protestation de l'Église orthodoxe du pays qui estime que cette chanson aux accents pop, caractéristique du concours, composée par une équipe internationale véhicule une adoration du diable qui va à l'encontre des fondations morales de la société chypriote. La chaîne publique de l'île organise une consultation en interne afin d'évaluer son maintien dans le concours qui est finalement approuvé.

Une querelle de drapeau autour de la chanson nord-macédonienne

Comme lors de l'édition 2020, le chanteur Vasil est retenu pour représenter son pays au concours. Le titre « Here I Stand » auquel il a contribué est présenté au public le 11 mars 2021, mais après que plusieurs téléspectateurs aient remarqué la présence d'un drapeau bulgare en fond, une polémique née immédiatement sur les réseaux sociaux. Dans ce pays des Balkans tiraillé sur les questions identitaires depuis le referendum sur l'appellation du pays en 2018 et en froid avec son voisin, la présence d'un drapeau bulgare dans le clip de présentation de la chanson est vue comme une insulte. Ce petit pays bulgarophone cherche constamment à affirmer son indépendance politique et culturelle vis-à-vis de la Grèce, de l'Albanie, du Kosovo et de la Bulgarie voisine. La vidéo du chanteur est finalement retravaillée afin de faire disparaître le drapeau litigieux.

Conflit politique et ethnique autour de la chanson russe

C'est assez rare pour le souligner, mais la sélection russe pour l'Eurovision 2021 a fait les gros titres des revues d'actualité françaises les plus prestigieuses. Alors que la chaîne de télévision publique russe C1R s'appêtait à désigner de nouveau le groupe Little Big, chargé de représenter le pays en 2020, pour l'édition 2021, la chaîne a estimé que les propositions musicales du groupe étaient insuffisantes. Le 2 mars 2021, C1R annonce tenir à la hâte – à quelques jours de la date butoir fixée par l'UER – une sélection nationale. Ce procédé n'avait plus été utilisé depuis 2012 lorsqu'il avait abouti à la sélection controversée du groupe de grands-mères Buranovskie Babuški originaire de la République d'Oudmourtie, qui avait attiré l'attention des médias étrangers tant par leur originalité (la doyenne avait plus de quatre-vingts ans), que par la cause qu'elles défendaient. Le groupe, qui chantait dans leur langue maternelle, n'hésitait pas à montrer aux journalistes leurs conditions de vie difficiles et leur volonté d'attirer suffisamment l'attention pour que le gouvernement fédéral de Moscou apporte les fonds nécessaires pour rebâtir l'église de leur village. L'édition 2021 de *Nacional'nyj Otkor* apporte également son lot de controverses. Très largement médiatisé, cet événement se transforme en un véritable acte de fierté nationale : alors que la très grande majorité des pays européens a confiné sa culture, la télévision russe y convie un public de plus d'une centaine de personnes, non masqué, sans respect des gestes barrières, et encourageant, sans retenue, les artistes. La sélection nationale voit la victoire la chanteuse Manizha et de son titre *Russian Woman*. Ce dernier s'apparente à un véritable hymne féministe qui met en avant les obstacles sociétaux au développement du bien-être féminin comme en témoigne ce dernier couplet :

« Salut beauté
Tu as trente ans
Bonjour ?
Où sont tes enfants ?
Tu es mignon dans l'ensemble,
Mais tu devrais perdre du poids,
Porter quelque chose de plus long,
Porter quelque chose de plus court. »

À peine la victoire de Manizha est annoncée qu'un flot de critiques pleut sur la chanteuse. Pour son titre, tout d'abord, que l'on juge contraire aux valeurs morales de la société russe. L'ancienne actrice Yelena Drapeko, membre de la Douma d'État, déclare solennellement que la chanson – insultante pour les femmes russes qui ne s'y reconnaissent pas – ne doit pas représenter officiellement le pays au concours. Les critiques les plus virulentes viennent, ensuite, au sujet de la chanteuse. D'origine tadjike, Manizha est arrivée avec ses parents en Russie alors qu'elle n'était qu'enfant pour fuir la misère de cette république autocratique d'Asie centrale. Une pétition en ligne est alors lancée pour questionner les origines de la jeune femme, estimant qu'une candidate jugée trop basanée, musulmane de surcroît, militante féministe et des droits LGBT, n'est pas un choix judicieux pour représenter la Russie et appelle à son remplacement. Malgré plusieurs milliers de signatures rassemblées, la chaîne C1R – qui s'est souvent illustrée par ses choix audacieux en opposition avec la ligne idéologique du Kremlin – refuse de bannir la chanteuse qui parvient à décrocher une neuvième place lors de la finale de l'Eurovision le 22 mai 2021.

Côté résultats, le bilan pour les pays de l'Est est très mitigé : à peine cinq pays d'Europe orientale et trois pays des Balkans parviennent à se qualifier en finale. Aucun d'entre eux n'est vraiment favori. L'unique surprise provient de l'Ukraine qui parvient à se hisser dans les cinq premiers avec un cocktail détonant mêlant électro slave traditionnel et mise en scène pour le moins particulière. La Lituanie, qui est représentée par le même groupe que l'an passé, parvient à ravir la huitième place du classement. Un résultat bien décevant puisque le groupe aurait certainement offert au pays sa première victoire lors de l'édition 2020. Le concours marque finalement la victoire de l'Italie après une série de bons classements ces dernières années, au grand soulagement des organisateurs qui craignaient devoir retourner en Ukraine et revivre les problématiques de l'édition 2017.